

Cahier des Clauses Administratives Particulières

PRSG24-007

**COLLECTE, TRANSPORT ET TRAITEMENT DES DECHETS DES ACTIVITES
ECONOMIQUES NON DANGEREUX ET NON RECYCLABLES POUR LES
ETABLISSEMENTS DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LA SARTHE**

**ANNEXE N° 1 du CCAP
- TABLEAU DES HEURES D'INSERTION À RÉALISER -**

Le titulaire s'engage à réaliser au minimum, sur toute la durée du marché, le nombre d'heures détaillé ci-dessous :

LOT	LIBELLÉ DU LOT	NOMBRE D'HEURES D'INSERTION À RÉALISER
01	Collecte/transport et traitement des DAE du Centre Hospitalier du Mans (et de son EHPAD) et de l'Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe	185 heures par an minimum.

Le GHT 72 dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire de promotion de l'emploi.

Cette clause est applicable aux lots identifiés dans l'annexe n°1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Chaque entreprise qui se verra attribuer un de ces lots, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Dans le cas où une entreprise se voit attribuer plusieurs lots, dont au moins un avec obligation d'exécution d'une clause sociale d'insertion, cette entreprise pourra réaliser les heures d'insertion demandées sur le lot qu'elle souhaite.

Dans le cas où l'attributaire vient à sous-traiter tout ou partie de son/ses lot(s) à une autre entreprise, il s'engage à communiquer les volumes d'heures d'insertion intégrés au contrat de sous-traitance auprès du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion mentionné à l'article 1-4 de la présente annexe.

1-1 – Les publics éligibles au dispositif de la clause de promotion de l'emploi

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses de promotion de l'emploi mentionné à l'article 1-4 de la présente annexe.

Par dérogation à l'article 16.1.1 du CCAG (Fournitures Courantes et Services - FCS), les personnes éligibles au dispositif de la clause de promotion de l'emploi sont :

- les allocataires du RSA en recherche d'emploi,
- les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi présentant au moins l'un des critères suivants :
 - Sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- les demandeurs d'emploi de longue durée inscrits depuis plus de 12 mois à France Travail dans les 18 derniers mois, sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois),
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits à France Travail,
- les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés par la MDPH,
- les publics dépendant d'une structure d'Insertion par l'Activité Economique (IAE),
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire,
- les demandeurs d'emploi bénéficiaires d'autres minima sociaux (allocation aux adultes handicapés (AAH), allocation spécifique de solidarité (ASS), allocation veuvage ou allocation d'invalidité).

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de France Travail, des Missions Locales, de CAP Emploi, de la Maison Départementale des Personnes Handicapées, de la Direction de l'attractivité, du développement économique, de l'innovation et de l'enseignement supérieur de Le Mans Métropole ou du Bureau emploi de la Direction de l'Emploi, de l'Insertion et du Logement du Département de la Sarthe, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

Les entreprises ou leurs opérateurs devront faire valider chaque candidature par la Direction de l'Emploi, de l'Insertion et du Logement du Département de la Sarthe, avant le premier jour de l'embauche. Dans le cas où **l'éligibilité du candidat embauché n'aurait pas été validée, le Département de la Sarthe se réservera la décision de valoriser les heures d'insertion réalisées.**

1--2 – Les modalités de mise en œuvre de la clause de promotion de l'emploi

Le titulaire a l'obligation de réserver, à minima, une part du temps total de travail précisée dans l'annexe 1 du CCAP nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités suivantes :

- **Par une embauche directe** en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) *. Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche. Ces personnes sont éligibles à la clause d'insertion pour une période maximale de deux ans. Toutefois, et en complément à l'article 16.1.2 du CCAG FCS, cette période de 2 ans sera reconductible d'une année pour toute embauche en CDI.

*la mise en place de l'ensemble de ces contrats ne peut avoir lieu qu'après la notification du marché public.

En l'espèce, dans le cadre de contrats de professionnalisation ou de contrats d'apprentissage, les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

- **Par une mise à disposition de salariés en insertion** via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adaptée (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), à une entreprise de travail temporaire (ETT) sous réserve de l'utilisation du recours « Accès à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières » *selon l'accord du 7 septembre 2005 relatif aux modalités de mise en œuvre des dispositions de l'article L.1251-7 du Code du Travail - article en vigueur depuis le 30 juillet 2011* par dérogation à l'article 20.1.3 du CCAG.

- **Par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques** avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

Par dérogation à l'article 16.1.2 du CCAG, en cas de groupement d'opérateurs économiques, le suivi d'exécution de la clause d'insertion est confié à un animateur clauses sociales identifié à l'article 1-4 de la présente annexe, qui rendra compte au GHT 72.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

1-3 – Globalisation des heures d'insertion :

Par dérogation à l'article 16.1.3 du CCAG, si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du GHT 72, en accord avec les animateurs clauses sociales, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

1-4 – Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause de promotion de l'emploi

Afin de faciliter la mise en œuvre de la clause de promotion de l'emploi, a été mis en place un dispositif d'accompagnement qui peut être sollicité en prenant contact avec le Département de la Sarthe :

Monsieur Abdellatif AMMAR
Chargé de Mission
Facilitateur clause sociale
Le Mans Métropole
39 rue de l'Esterel
72100 LE MANS
Tel : 02 43 47 40 47
Courriel clause.sociale@lemans.fr

Dans le cadre du marché, l'animateur clauses sociales a pour mission notamment :

- d'accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétences, etc...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc...)
- d'identifier les publics susceptibles de répondre aux besoins du titulaire ;
- d'organiser le suivi des publics ;
- de mesurer et de communiquer auprès du GHT 72 et du titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre du marché.

1-5 – Les modalités de contrôle

Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelles, interlocuteur privilégié du GHT 72 et de l'animateur clauses sociales.

Le titulaire transmet à l'animateur des clauses sociales du Département de la Sarthe, tous renseignements utiles (*ex : date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc. ;*) permettant le contrôle régulier et le suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale ainsi que l'évaluation de l'action.

Au titre de l'article 16.1.4.2 du CCAG, les pièces demandées sont :

- ⇒ avant la prise de poste : le justificatif d'éligibilité à la clause (attestation France Travail, attestation de suivi Mission Locale, Reconnaissance Qualité de Travailleur handicapé, PASS IAE, pour les personnes sous statut réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire tout document valide les autorisant à travailler) et le CV. Toutefois, le GHT 72 se laisse la possibilité d'apprécier au cas par cas les justificatifs d'éligibilités fournis.
- ⇒ durant le contrat : le relevé mensuel des heures réalisées à transmettre avant le 15 de chaque mois et la copie du contrat de travail ou une attestation d'embauche indiquant les dates de début et fin de contrat et les éventuels avenants.

Durant toute la période d'exécution du marché, le GHT 72 peut organiser avec le titulaire et l'animateur des clauses sociales, des réunions de suivi de la clause d'insertion.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 15.4 du CCAP.

Le titulaire notifie au GHT 72 toute difficulté pour assurer son engagement. Dans ce cas, le GHT 72, et l'animateur, étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

Par dérogation à l'article 16.1.4.4 du CCAG, en cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou encore à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur pourra suspendre ou annuler la clause sociale d'insertion. Cette annulation sera subordonnée à la communication par le titulaire, d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis à la DREETS – Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités ou au juge.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le GHT 72 peut procéder à la résiliation du marché.

Par dérogation à l'article 16.1.4.5. du CCAG, il est procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé, tout au long de l'exécution des prestations :

- l'animateur établit pendant toute la durée du marché un état d'avancement de réalisation de la clause d'insertion sociale ;
- l'animateur établit un bilan final à l'issue de l'exécution du marché transmis au GHT 72.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.